

Réplique à la lettre ouverte de « féministes québécoises » par Diane Guilbault, présidente, *PDF Québec*

Il y a quelque temps encore, les universitaires se sentaient des obligations envers la rigueur, l'exactitude des faits, et un engagement pour une argumentation honnête. La lettre ouverte signée par plusieurs universitaires et [publiée par Ricochet](#) nous indique que ces exigences sont choses du passé.

Au lieu de faire une démonstration argumentée sur les raisons de s'opposer au PL 21, l'article s'attaque à la réputation de *Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec)*, un organisme féministe, fort de plus de 600 membres, animé exclusivement par des bénévoles, qui ne reçoit aucune subvention ou financement à même les fonds publics. De plus, cette attaque contre sa réputation et celle de ses membres est basée sur des affirmations mensongères qui n'ont certainement pas été vérifiées par les signataires.

Ainsi, on commence par l'accusation de racisme, très à la mode chez les opposants pour discréditer la laïcité. Le lecteur est donc « informé » : « que ce groupe a appelé à des restrictions accrues au plan de l'immigration pour favoriser des personnes partageant une « identité commune, basée sur des valeurs communes »

Cette affirmation est fausse. Ce qui est dit dans le document mis en hyperlien et que toutes auraient pu vérifier, c'est ceci :

« Voilà pourquoi nous recommandons d'inclure les trois valeurs fondatrices d'une façon explicite dans la définition des principales assises de l'interculturalisme telles que présentées dans le document synthèse du gouvernement. » (page 6)

et ceci :

« En précisant sans équivoques les règles à suivre pour vivre au mieux dans ce pays, en mettant en œuvre les voies et les moyens pour favoriser la convergence culturelle, on facilite par le fait même l'intégration des nouveaux immigrants, suscite et maintient l'engagement des candidats à l'immigration à l'égard des valeurs communes et de la réalité des rapports entre les femmes et les hommes au Québec (question no 24). Une société a le droit et le devoir de se prononcer sur les principes qu'elle entend faire respecter sur son territoire, à savoir les trois valeurs communes du Québec moderne. Les nouveaux citoyens québécois doivent être avisés de cet état

de fait et ont le devoir de respecter ces valeurs communes. Tout comme la société d'accueil se doit de rester ouverte aux ressortissants des diverses communautés qu'elle accueille. » (page 7)

N'en déplaise à ces universitaires, la position que met de l'avant *PDF Québec* est au cœur de la politique d'immigration du Québec, basée sur l'interculturalisme, une vision philosophique et sociologique de l'accueil des immigrantes et immigrants adoptée par le gouvernement libéral de Robert Bourassa en 1990. En outre, en 2009, dans la foulée de la commission Bouchard-Taylor, le gouvernement de Jean Charest a décidé de demander aux nouveaux arrivants de signer la "Déclaration sur les valeurs communes" qui depuis est intégrée au processus d'immigration. Il faut se rappeler que le socle de cette vision du Québec depuis 1990 repose sur les trois valeurs suivantes : protection du français comme langue commune, séparation du religieux et de l'État et égalité des sexes. Les soupçons de racisme que vous laissez planer s'étendent-ils aux politiques du gouvernement québécois ?

Les membres de *PDF Québec* sont des femmes et des hommes de toutes origines, et les positions qui ont été présentées à la commission parlementaire reflètent leurs préoccupations. Nous avons d'ailleurs mis en ligne sur notre site web des capsules vidéo qui montrent bien la diversité des gens qui sont en faveur de la laïcité.

Quant à l'accusation que *PDF Québec* s'en prendrait aux droits des femmes dans la province (sic), c'est une affirmation gratuite, mensongère et diffamatoire que rien ne justifie, à part l'intention de nous nuire. La philosophie de *PDF Québec* repose sur un féminisme universaliste qui est enchâssé dans tous les instruments juridiques nationaux ou internationaux. Nous sommes solidaires des féministes du monde entier qui luttent contre le patriarcat. Appuyer l'oppression des femmes, même au nom de la religion, ne peut être une position féministe.

Si *PDF Québec* rallie tant de femmes, sans faire aucun recrutement, aucune campagne de sollicitation, c'est parce que ses prises de position démontrent que *PDF Québec* défend bien les droits des femmes, peut-être mieux que certains organismes plus anciens.

Par exemple, qui a élevé la voix pour dénoncer les coupes odieuses dans les services de garde, une atteinte directe à l'accès des femmes au travail? *PDF*

Québec a défendu ce dossier à la commission parlementaire et a même porté plainte à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Autre exemple, contrairement à d'autres, *PDF Québec* continue de défendre les droits et la parole des femmes exploitées par les proxénètes. Enfin, que dire de l'exploitation par la GPA des femmes des pays du Tiers-Monde au profit des commanditaires riches du pays du Nord? *PDF Québec* est le seul groupe à se battre contre cette exploitation néo colonialiste et néo capitaliste.

Cette attaque gratuite et malhonnête à la réputation de *PDF Québec* par des gens qui se drapent dans leurs diplômes, soulève de nombreuses questions éthiques. Quand les faits sont déformés pour correspondre à une idéologie plutôt qu'à la réalité, on est en droit de se poser des questions. Quand ils le sont par des universitaires, on doit l'être d'autant plus et se poser des questions sur la qualité de l'enseignement qui se fait à l'université.